

# l'école **SNES-FSU** émancipée

REVUE SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE - PARAISSANT DEPUIS 1910

**N°1 Septembre 2007**

**Site de l'Ecole Emancipée :  
[www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org)**

Tous les bulletins et textes concernant l'EE dans le SNES à la rubrique Syndicats Nationaux.

**Les coups pleuvent, notre tonnerre doit gronder...**

Quand Sarko nous dresse son programme pour l'Education le 4 Septembre, on ne peut

s'empêcher de relever dans sa « Lettre aux éducateurs » des incohérences ... : Trop de cours à l'école, emplois du temps trop chargés ( on se demande bien comment ! En effet, dans la majorité des établissements scolaires, ce sont les horaires planchers qui prévalent faute de Dotation suffisante ), la réponse : un rallongement du temps scolaire avec un « accompagnement éducatif » pour les « orphelins de 16 heures » ( on se demande d'ailleurs pourquoi quand on écoute notre cher président qui tance la population car elle ne travaille pas ou pas assez .. ). L'année passée, volonté de supprimer l'UNSS, aujourd'hui, on ajoute à l'emploi du temps des élèves une heure de « sport » ...mais là, sans faire appel seulement aux professeurs qualifiés, mais aussi aux associations et collectivités locales... (un autre moyen de fragiliser l'UNSS ?)

Les annonces de cet été de supprimer 11800 postes dans l'éducation au budget 2008 ont déjà balisé le terrain, tant au niveau des syndicats que des associations, qui ont promis une suite, des suites sociales, pour contrer ce projet. La réponse unitaire était alors possible, les annonces de Darcos méritaient une réponse à la hauteur de leurs enjeux : le projet d'une école élitare, ségrégative, qui effectue en son sein le tri social en réservant aux élèves en difficulté une issue qui ne vise pas la réussite, mais plutôt l'éviction du système scolaire.

Mais la réaction unitaire n'est pas celle que nous attendions : une action d'ampleur nationale, manifestation ou grève... Des analyses communes, convergentes, la même peur face aux renoncements éducatif et scolaire auxquels nous devons faire face et front, mais aucune décision d'action s'incluant dans un dispositif de lutte avant le passage du budget au parlement.

Et nous n'attendons rien du pseudo dialogue social voulu par ce gouvernement, certainement pas qu'il écoute nos doléances dans les discussions concernant le livre vert, car le ministre lui-même a annoncé aux syndicats que tout ce qui sortirait de ces propositions qui ne cadrerait pas avec son prpjct serait d'office rejeté ; et l'on sait quel fossé nous sépare !!!

Pas de dialogue social, un projet ficelé que nous devrions avaler sans répondre ? Certainement pas : ce qu'il faut, c'est enclencher le rapport de force, mettre sur pied une journée d'action nationale avec les professionnels et les « usagers » de l'Ecole, pour sauver le système éducatif, et par là, défendre notre projet de société. : une manifestation sans aucun doute, une grève pour ses personnels. L'année passée, des mois de mobilisation ont repoussé ( au moins temporairement ) un projet de destruction des statuts, celui des Décrets De Robien, il est aujourd'hui nécessaire de réenclencher un mouvement , qui celui là , ne se cantonnerait pas au second degré. Car au-delà des propositions sur les personnels ( « travailler plus pour gagner plus » ), la régression éducative, déjà bien commencée depuis des années , continue et s'aggrave, la « lettre programme » de Sarkozy a annoncé la curée...

***Mobilisons-nous, par des Assemblées générales dans les établissements, par des réunions départementales... Et mobilisons nous par la grève avant la Toussaint pour montrer à ce gouvernement que non, cette réforme ne se fera pas, car l'école que nous voulons est à l'opposé de celle de cette droite réactionnaire !!!***

Pour nous contacter :  
[ponvert.cecille@wanadoo.fr](mailto:ponvert.cecille@wanadoo.fr)  
[stephanemoulain@wanadoo.fr](mailto:stephanemoulain@wanadoo.fr)  
[yves.cassuto1@free.fr](mailto:yves.cassuto1@free.fr)  
[ingrid.darroman@laposte.net](mailto:ingrid.darroman@laposte.net)

## La lettre-programme de Sarkozy

Tel un monarque, Sarkozy s'est cru autorisé à envoyer une lettre à tous les enseignants. Sa lecture est édifiante. Bien sûr on a droit à tous les poncifs sur la nécessité de « redonner le goût de l'effort » alliée à celle de « sanctionner la faute » sans compter la volonté de promouvoir le « respect ».

Le président se croit en outre obligé de prescrire la nécessité pour les élèves de se lever à l'entrée du prof en classe... Nous savons bien que ce genre de déclarations relèvent juste de la posture. Y voir ne serait-ce que l'ébauche de quelque solution que ce soit aux problèmes de l'école est une escroquerie.

Toutefois dans sa lettre Sarkozy annonce d'autres mesures autrement plus conséquentes : la déconstruction de la carte scolaire, la volonté affichée d'en finir avec le « carcan des statuts », l'autonomie des établissements érigée en dogme, le pilotage à tous les niveaux de l'ensemble du système éducatif par l'évaluation, la remise en cause du collège unique pouvant aller jusqu'à l'instauration d'examens à l'entrée de la 6<sup>e</sup> et de la 2<sup>e</sup>, la généralisation du salaire au mérite, la diminution des heures de cours des élèves alliée à la diminution drastique du nombre de postes posée comme indépassable. Toutes ces mesures font sens et relèvent de la plus formidable contre-réforme que l'Education nationale ait jamais connue.

Elles correspondent en réalité à deux objectifs complémentaires.

Il s'agit en tout premier lieu de casser notre statut « pour permettre que circulent les hommes, les idées, les compétences », argument classique mais toujours aussi creux. Notre statut nous protège en définissant notamment nos obligations de service. Il est bien évidemment un obstacle pour qui veut augmenter conséquemment notre temps de travail et surtout nous rendre polyvalent en nous amenant à enseigner une autre matière que celle pour laquelle on a été recruté. De ce point la défense du statut n'est pas seulement une revendication « corpo », c'est aussi une des conditions de la qualité de l'enseignement. Bien sûr notre statut n'a pas vocation à être immuable et nous pourrions

accepter sa renégociation mais ce ne peut être envisageable qu'aux conditions de respect des qualifications et sans qu'il ne soit question d'augmentation de la charge de travail. Or Sarkozy ne fait guère mystère de sa volonté de nous faire travailler plus, condition nécessaire à ses yeux du « gagner plus ». A cela s'ajoute l'injonction qui nous est faite d'être « exemplaire » du point de vue de notre comportement, de notre implication et même de notre tenue, concepts bien subjectifs dont l'évaluation sera sans doute laissée à l'appréciation des chefs d'établissement. Un signe parmi d'autres de la volonté de caporalisation de la profession.

L'autre objectif qui ressort de ce programme est la transformation radicale du système éducatif lui-même. Le dogme de l'autonomie, appliquée à l'établissement sonne le glas de l'exigence d'égalité et de continuité du service public et ce d'autant plus que les « moyens seront répartis en fonction des résultats ». On sait qu'actuellement déjà la réforme des ZEP a conduit à ce que les établissements classés en EP1 n'aient plus les mêmes enseignements que les autres. De fait le projet présidentiel prévoit la généralisation de ce principe. Bien sûr on nous promet des internats d'excellence qui pourront accueillir les élèves « méritants », probablement à la charge de profs qui ne le sont pas moins. La suppression de la carte scolaire est donc le corollaire de cette conception de l'école différenciée. A chaque famille reviendra la charge de trouver pour son enfant l'école à laquelle il peut prétendre en fonction de ses moyens et de ses « talents ».

***Si cette réforme devait vraiment être menée à bien, elle signifierait le renoncement aux exigences d'égalité de ce service public ainsi qu'à l'élévation générale du niveau de qualification, bref la fin du processus de démocratisation de l'école, une importante régression. C'est pourquoi il est de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour s'y opposer.***

## Accompagnement éducatif : halte aux Heures supp'

De nombreux enfants, adolescents seraient sans solution d'accueil après l'école. C'est un problème.

La première interrogation à avoir est, bien sur, celle du temps de travail et de transport de ces parents qui ne peuvent rejoindre leur domicile avant 19 ou 20 heures. Mais c'est une question que le gouvernement se garde bien d'aborder.

La deuxième c'est celle d'un service public des collectivités territoriales qui aurait pour mission la prise en charge de ces enfants. Là encore, à l'heure où il est de bon ton d'annoncer des milliers de suppression de postes et de détruire les services publics, cette question ne se pose pas non plus pour le président et ses ministres.

La « solution » c'est l'accompagnement éducatif : une parfaite entourloupe sarkosienne.

On surfe d'abord sur la compassion que soulèvent ces « orphelins de 16 heures » et on mélange aussi bien les activités diverses que l'aide au devoirs, l'essentiel étant de pouvoir montrer du doigt une fois encore l'école et ses affreux fonctionnaires, pour initier ce qui relève bien plus d'un système de garderie pour ados que de la scolarité.

Renforçant le flou sur les missions de l'école, sur le plan pédagogique, les effets peuvent être néfastes pour les élèves qui connaissent l'échec et qui ont déjà la particularité de ne pas parvenir à « donner du sens à l'école ». Ces deux nouvelles heures provoquent un véritable déséquilibre entre ce qui relève de la classe et de l'enseignement et ce qui relève de la périphérie scolaire et quand on sait qu'elles arrivent alors que le nombre d'heures de cours ne cesse de diminuer, que le nombre d'élèves ne cesse d'augmenter dans les classes, on voit bien que les objectifs de lutte contre l'échec sont un écran de fumée.

Au passage, on laisse entendre que l'échec ne se joue que sur « l'après école » et autour des seuls devoirs à la maison. De façon détournée, on renvoie la responsabilité de la difficulté scolaire à l'élève et à sa famille. On renforce aussi la double idée sécuritaire selon laquelle les familles seraient démissionnaires, pleines de carences en matière d'éducation et selon laquelle les enfants et les ados seraient des délinquants potentiels dès lors qu'on ne les occupe pas.

Pour les personnels, cette mesure multiplie de façon totalement inédite le nombre d'heures supplémentaires (HS).

À l'heure où des milliers de postes sont supprimés, des milliers de non-titulaires sont mis au chômage et où le nombre de collègues à

cheval sur plusieurs établissements tandis que d'autres cumulent déjà plusieurs heures supplémentaires, est en forte augmentation aussi, ce flot d'HS est proprement inacceptable : ceux qui travaillent doivent travailler plus et les autres...

Le gouvernement n'envisage aucune autre solution que le fameux « travailler plus » pour répondre aux besoins de revalorisation salariale des métiers de l'éducation : seuls ceux qui acceptent ce deal verront leur paie augmenter – « les méritants »-les autres, ceux qui ne travaillent que 35 heures ne verront rien venir.

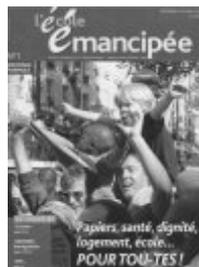
Les HS sont un problème récurrent et pour éviter les compléments de service ou arrondir les fins de mois, il n'est pas rare qu'elles soient les bienvenues pour les collègues mais à l'échelle où on nous les propose elles représentent un véritable piège. Déversées par milliers dans les EP1 et EP2, elles sont les pendants des postes supprimées, elles sont aussi la voie choisie par Sarkozy pour faire passer l'augmentation de la charge et du temps de travail des personnels. Défisicalisées et donc hors cotisations sociales, elles sont aussi une sérieuse attaque contre les systèmes de solidarité.

Nous devons nous organiser collectivement pour refuser de façon massive ces HS !

**Depuis des années, confrontés à l'échec scolaire au jour le jour, mobilisés contre les inégalités sociales qui minent notre modèle éducatif, à la recherche permanente de solutions pour faire vivre le collège unique, nous réclamons que le soutien scolaire soit fait pas les enseignants sur leur service , que des étudiants-salariés assurent des aides aux devoirs, que les conditions de travail en classe s'améliorent pour pouvoir varier nos pédagogies. Et nous ne serons pas de ceux qui accepterons ces HS pour assurer l'accompagnement pédagogique .**

***L'EE, c'est aussi une revue ...***

**Abonnez-vous !**



*Pour vous abonner :*

*L'Ecole Emancipée,  
Christian BANLIAT  
103, rue Pierre Audry  
69009 LYON*

**Bordereau d'abonnement sur le site**

## Heures supplémentaires : refuser l'arnaque !!

Comment financer les cadeaux fiscaux (12 milliards annuels) octroyés aux plus riches par l'intermédiaire de la loi dite TEPA votée en Juillet ?

Sarkozy a la réponse : faire payer les salariés, et en particulier les fonctionnaires, dont tout le monde sait qu'ils sont trop nombreux. La presse « sérieuse », c'est-à-dire celle dont les actionnaires principaux sont les entreprises de BTP et/ou d'armement, ne manque pas de fustiger régulièrement l'exception française à ce sujet, assimilant notre pays à l'URSS stalinienne ou à la Corée du nord.

Le marché de dupes est donc le suivant : on ne remplacera qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, et en échange, la moitié des gains réalisés sera reversée aux fonctionnaires restants, sous forme d'heures supplémentaires pour les volontaires ou de primes pour les plus méritants. C'est la déclinaison du « travailler plus pour gagner plus » chère à notre hyper président.

Dans l'éducation nationale, le budget 2008 prévoit ainsi 11000 suppressions de postes (après les milliers des années précédentes). Tous comptes faits, chaque fonctionnaire de l'EN peut ainsi bénéficier de 8 euros/mois. Merci mon prince ! Manifestement, le prix de la trahison de nos

principes n'atteint même pas les 30 deniers octroyés à Judas.

Ainsi, des milliers de non titulaires se retrouvent au chômage, le nombre de postes aux concours s'effondre, les remplacements ne sont pas assurés, puisque les TZR sont affectés à l'année (y compris sur plusieurs établissements), et les effectifs de classe augmentent. Le ministère est d'ailleurs bien conscient du problème, puisqu'il prévoit de baisser le nombre d'heures de cours données aux élèves.

Le Service Public d'éducation n'offrirait plus que le savoir minimum (le fameux socle commun), à charge pour les familles de trouver ailleurs le complément nécessaire à la poursuite d'études.

***Nous devons donc collectivement refuser les heures supplémentaires, et exiger, avec les parents et les élèves, les créations de postes qui permettraient d'une part la titularisation de tous les précaires et d'autre part la baisse des effectifs, le travail en petits groupes, et l'intégration dans nos services de tout ce qui concerne le soutien scolaire.***

### Extraits du texte de l'Ecole Emancipée au Conseil National du SNES

« Par ailleurs il est urgent de :

mener une campagne auprès des collègues afin de les convaincre qu'accepter les heures supplémentaires est un piège (« travailler plus pour gagner plus ») qui nuit à l'emploi public (les HS coûtent moins que les postes) et qui compromet toute revalorisation salariale ultérieure. De plus, accepter les HS c'est faire la démonstration que l'allongement du temps de service et la suppression des postes sont possibles et acceptables ; il ne faut pas donner à Darcos ces arguments

assurer le réemploi et la titularisation de tous les personnels précaires en poste ou au chômage,

appeler à une mobilisation massive le 29 septembre contre la loi sur les « franchises » médicales qui instaurerait un système de protection sociale à deux vitesses,

soutenir toutes les mobilisations contre les expulsions des sans-papiers et prendre part à toutes les actions du RESF et du collectif « Uni-e-s contre une Immigration Jetable » dont est membre la FSU,

Enfin il est essentiel de :

concrétiser la volonté annoncée d'une action de grande ampleur dans les plus brefs délais : avant la Toussaint, **il faut mettre sur pied une action nationale, de grève et de manifestation.**

Pour tout cela, et plus que jamais, le SNES a à mener une campagne militante offensive dans laquelle l'US joue un rôle central : instrument d'information certes mais aussi d'appel et d'organisation des mobilisations à toutes les échelles. **L'objectif de cette campagne est de relever la cohérence des réformes gouvernementales annoncées qui ont pour cible le système éducatif dans son ensemble. C'est donc bien à l'échelle de l'Education Nationale que la bataille doit être menée.**

C'est pourquoi le SNES doit travailler à fédérer les revendications avec les autres syndicats : ceux de la FSU mais aussi les autres fédérations de l'Education, les parents d'élèves, et les mouvements pédagogiques. Il défendra dans la FSU le principe d'une action rapide et unitaire dans les plus brefs délais.

Les échéances à venir (franchises médicales, privatisation de GDF, TVA sociale, attaques contre certains régimes spéciaux de retraite, budget d'austérité pour la fonction publique, contrat unique, ...) doivent être l'occasion pour la FSU **d'œuvrer à la construction d'une mobilisation massive et unitaire de tous les salariés.** »